

Note de l'Espace International



Modi, invité d'honneur du 14 juillet, pour la CGT c'est non !

Le 14 juillet 2023, le premier ministre indien Narendra Modi, adepte d'idées d'extrême droite, paradera à Paris, cette fois en qualité d'invité d'honneur d'Emmanuel Macron pour la fête nationale.

Pour la CGT, le mantra « Business is business » ne peut justifier de renforcer la position de Modi au détriment de la démocratie en Inde.

Le président de la République ne peut ignorer que Modi est le dirigeant d'une extrême droite dure indienne et qu'il pratique à grande échelle une discrimination sociale basée sur ce que les personnes sont (religions et classes sociales). En ce sens, l'invitation faite à Modi pour le 14 juillet est la négation de la lutte du peuple français contre l'idéologie nazie, ses proches cousines et vient insulter les idéaux de la Révolution française. Le 14 juillet, faut-il le rappeler, marque l'adhésion de la République aux Droits humains et le refus de tous les despotismes. La fête nationale ne peut souffrir d'être associée à ce que la figure, les idées et les pratiques de Modi véhicule.

La CGT exige que la présence de Narendra Modi sur les Champs Élysées et que sa participation dans toutes les cérémonies afférentes soient annulées.

Le présent dossier révèle le visage du premier ministre indien et ses politiques anti-sociales et racistes inspirées par les pages les plus sombres de l'histoire du XXème siècle !



Narendra Modi

L'Inde, plus grande démocratie au monde ou pays des plus grandes discriminations ?

La principale opposition décapitée !

Le Parti du Congrès (Congrès) est l'un des principaux partis politiques en Inde.

Fondé en 1885, pendant la colonisation britannique. Il devient, à partir du début du XXe siècle, l'acteur majeur du mouvement pour l'indépendance de l'Inde. À partir de 1915, le Mahatma Gandhi en devient une des figures principales, aux côtés de Jawaharlal Nehru et de Vallabhbhai Patel.

Si son positionnement politique était franchement conservateur jusqu'en 1943, il a progressivement évolué et depuis l'indépendance indienne, le Congrès est considéré comme un parti de centre gauche se réclamant de la laïcité, de la justice sociale et du progrès social inclusif

Après l'Indépendance en 1947, le Congrès domine la vie politique indienne jusqu'à la fin des années 1970.

Après plusieurs alternances avec un parti conservateur, le Congrès est au pouvoir de 2004 à 2014. Il connaît en 2014 sa pire défaite, ne remportant que 44 sièges au parlement cédant la place depuis au BJP¹.

Raul Gandhi, dirigeant du Congrès, est le descendant d'une longue lignée de dirigeants indiens et Premiers ministres Jawaharlal Nehru, Indira Gandhi, Rajiv Gandhi et de l'ancienne présidente du Congrès Sonia Gandhi.

Le 23 mars 2023, un tribunal a condamné Rahul Gandhi à 2 ans de prison ferme au prétexte qu'il aurait diffamé Modi dans l'un de ses discours.

Automatiquement, sans même attendre le procès en appel, le Parlement a démis Rahul Gandhi de son mandat de député en vertu d'une loi



Arrestation de Rahul Gandhi

de 1951 stipulant qu'un parlementaire condamné à une peine d'au moins deux ans de prison doit être démis de son mandat. Cette révocation rend légalement Rahul Gandhi inéligible pour les élections générales de janvier 2024, car toute personne reconnue coupable d'une infraction et condamnée à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans est frappée d'incapacité à compter de la date de sa condamnation et continue à être frappée d'incapacité pendant une période supplémentaire de six ans à compter de sa libération, en l'occurrence 8 ans après sa date d'emprisonnement.

L'unité mono-latérale



Abdul Fatah al - Sisi
Narendra Modi

A la fin janvier, l'Inde a célébré la Fête commémorant la fondation de la République en 1950. Un événement célébré notamment avec des défilés militaires, des démonstrations folkloriques hautes en couleur. L'annonce de cette célébration soulignait que les

défilés à Delhi étaient « *un hommage à l'Inde, à son unité dans la diversité et au riche patrimoine culturel de ses États* ».

Mais l'invité spécial de cette année, le président égyptien Abdul-Fatah al-Sisi, révélait la vraie nature du régime de Modi. Pour un observateur superficiel, cette place d'honneur accordée à al-Sisi semblait montrer que les musulmans comptaient aussi dans l'Inde de Narendra Modi. Ce n'est pas ainsi que beaucoup l'on comprit. « *Modi et al-Sisi* » sont très semblables, est-il

écrit sur le site The Wire : « *Tous deux veulent être perçus non seulement comme des nationalistes musclés, mais aussi comme des réformateurs de la société et du système. (...) Tous deux sont des populistes qui ont méticuleusement exploité l'insécurité et le mécontentement social pour renforcer leur emprise sur le pouvoir. Et tous deux ont une aversion pour les personnes qui les critiquent, surtout s'ils reçoivent une partie de leurs fonds (...) de l'Occident* ».

¹ Bharatiya Janata Party

L'Inde, comme tant de pays aujourd'hui, est profondément polarisée. Pourtant, « *Unité et Diversité* » sont le refrain de tous les discours sur l'Inde, alors même que l'indépendance, perçue à la création de la République comme symbole d'unité, est célébrée chaque année le 15 août.

L'été dernier, Yogi Adityanath ², premier Ministre de l'État d'Uttar Pradesh, a déclaré à l'approche de cette fête nationale : « *La force de l'Inde réside dans son unité. Le pays serait affaibli si les divisions fondées sur la caste, la langue ou la religion prévalaient.* »

Il s'agit d'une déclaration remarquable, car le même Adityanath, toujours vêtu de ses habits de moine

safran, menait encore au début de l'année une campagne électorale polarisée, qu'il présentait comme une bataille de 80 % contre 20 % - comprendre les hindous contre les musulmans, dans l'État comme dans le reste du pays.

Il y a quelques années, l'immense star de Bollywood, Shah Rukh Khan (SRK), s'inquiétait de l'intolérance croissante en Inde. Adityanath est allé droit au but : « *Ces gens parlent le langage des terroristes. Il n'y a aucune différence entre le langage de Shah Rukh Khan et celui de Hafiz Saeed* ³. *Il devrait se rap-peler qu'un boycott massif de ses films pourrait le faire redescendre dans la rue comme un musulman normal* ».

SRK, immensément populaire en Inde, est actuellement une fois de plus au centre des protestations nationalistes hindoues contre son nouveau film *Pathaan*. Dans l'un des numéros de chant et de danse - partie obligatoire de toute production Bollywoodienne - l'actrice principale porte un bikini couleur safran, couleur de l'hindouisme. Le boycott appelé par certains est un tel flop que *Pathaan* semble déjà en passe de devenir le plus gros blockbuster de l'histoire du cinéma en Inde.

Yogi Adityanath, quant à lui, a remporté l'élection après son attaque contre SRK.

Imposer une unité factice avec un drapeau



À l'occasion du 75e anniversaire de l'indépendance de l'Inde, le 15 août 2022, le gouvernement de Narendra Modi a lancé une vaste campagne visant à créer un lien plus profond entre les 1,4 milliard d'Indiens et leur drapeau tricolore. Cette campagne « *Har Ghar Tiranga* » visait à saturer de drapeaux chaque coin de rue, fenêtre, voiture, tuk-tuk et monument. Début août, un drapeau national de 300 mètres de long a été brandi à Visakhapatnam, dans l'Andhra Pradesh. À mesure que le mois d'août avançait,

des images tricolores ont inondé tous les médias sociaux.

Mais ce nationalisme « de drapeau » forcé a créé un fort mécontentement. Une vidéo a fait surface dans l'État d'Haryana, dans laquelle des pauvres se plaignent de ne pouvoir échanger leurs bons d'alimentation que s'ils achètent d'abord un petit drapeau pour 20 roupies (0,25 €). Les plaintes ressemblaient à une version contemporaine de la complainte de Marie-Antoinette selon laquelle les pauvres qui n'avaient pas de pain devaient alors manger des brioches. Un journaliste indien a résumé la situation de la sorte : « *Ils ont dit aux affamés de manger le drapeau, aux nus de s'envelopper dans le drapeau, aux sans-abris de porter le drapeau autour de la tête, aux malades de plier le drapeau, aux*

chômeurs d'acheter le drapeau et aux sans-cœur de harceler tous ceux qui ne portaient pas le drapeau... ».

Puis, dans une autre vidéo, Narsinghanand, un fanatique nationaliste hindou, a appelé au boycott de la campagne parce que certains des drapeaux étaient produits par des musulmans, et que les bénéfices serviraient « *donc* » à tuer des hindous.

Un tel paradoxe peut sembler étrange, mais il est en fait conforme à la position historique du mouvement nationaliste hindou. En 1947, le magazine

² Yogi Adityanath est un très proche de Narendra Modi, un temps recherché par la Police indienne pour incitation au meurtre et 7 meurtres de ses propres mains (ses incitations et meurtres n'ont eu comme victimes que des musulmans).

³ Hafiz Saeed est l'extrémiste pakistanais tenu pour responsable par l'Inde de l'attentat de trois jours à Bombay fin 2008 qui a fait 174 morts et 300 blessés.

du mouvement du RSS ⁴ a écrit que le drapeau tricolore ne serait jamais respecté par les hindous, et en 2015, le mouvement a soutenu que le safran est la seule couleur qui aurait dû être autorisée à figurer sur le drapeau national de l'Inde, car les autres couleurs le rendent communautariste. Cela résume la position nationaliste hindoue avec une clarté surprenante : si le vert

désigne les musulmans, l'orange, les hindous et le blanc toutes les autres communautés (religieuses), alors il s'agit de communautarisme. Si seule l'orange safran des hindous devait colorer le drapeau, alors il y aurait unité et égalité. En d'autres termes, rendez les minorités invisibles et faites-les taire..

L'unité, bien sûr, était aussi une préoccupation centrale du mouvement indépendantiste il y a cent ans. Mais ce n'était pas une unité sous une seule couleur ou une seule culture. L'unité gommant tous les groupes à l'exception des hindous est en réalité une obsession assez récente pour l'Inde, qui s'est toujours enorgueillie de la richesse de sa diversité.

Une diversité profonde.

La diversité a toujours été le nom de code pour décrire la cohésion de l'Inde depuis son indépendance en 1947. Ce terme, comme ceux de nation ou population, a une signification différente en Inde par rapport à celle des pays européens. L'Inde a l'hindi comme langue nationale et l'anglais comme langue administrative reconnue, mais il existe en outre 22 langues officiellement reconnues en usage dans les États et des centaines de langues locales parlées, dont beaucoup ont leur propre écriture. En 2023, l'Inde compte 28 États et 9 territoires de l'Union administrés par le gouvernement central, mais ce chiffre est toujours provisoire.

Entre 1947 et aujourd'hui, des États fédéraux supplémentaires ont été créés

à plusieurs reprises. L'Haryana a été créé à partir du Pendjab, le Chhattisgarh et le Jharkhand ont été créés à partir du Bihar, le Tamil Nadu et l'Andhra Pradesh ont été créés à partir de Madras, puis le Telangana s'est détaché de l'Andhra Pradesh, et l'Uttar Pradesh a donné naissance à l'Uttarakhand, le Mizoram a été créé à partir de l'Assam, et l'intervention la plus récente n'a rien à voir avec une demande populaire, mais tout à voir avec la politique du gouvernement central de Delhi : le 5 août 2019, l'État du Jammu-et-Cachemire a été scindé en deux territoires de l'Union : le Jammu-et-Cachemire et le Ladakh.

La réalité est que l'État d'Uttar Pradesh compte aujourd'hui 220 millions d'habitants (3,30 x la France), couvre 241

000 kilomètres carrés (0,44 x la France) et compte 9 langues reconnues. Aussi rapprocher la gouvernance de la population est toujours un peu plus compliqué en Inde. Il en va de même pour la création d'un sentiment national unique et de l'unité dont chaque gouvernement aime tant parler.



⁴ Le Rashtriya Swayamsevak Sangh, ou RSS en français « Organisation patriotique nationale ». L'actuel Premier ministre Modi est le parfait exemple de la puissance et de l'influence du RSS sur la société indienne. Élève depuis l'âge de la crèche jusqu'à la fin de ses études dans des structures du RSS, il en a été bénévole pendant de nombreuses années.

Le nazisme en Inde

Le RSS, est l'organisation mère du nationaliste hindou de droite et paramilitaire. Le RSS a été fondé en 1925 comme un groupe éducatif destiné à forger l'unité de la communauté hindoue, à lutter contre le colonialisme britannique et à supprimer le séparatisme musulman.

Les partisans du RSS se présentent comme des admirateurs de l'hindutva. Ce terme, traduit en français par « *hindouité* », a été inventé par le dirigeant politique Veer Savarkar (1883-1966) en 1923 et apparaît pour la première fois dans un des textes programmatiques et fondateurs du RSS en 1925. Le mouvement est créé sur le modèle des Faisceaux italiens de combats de Benito Mussolini puis s'inspire largement du NSDAP⁵. Organisé en milice, il a créé, au fil du XXe siècle, des antennes dans tous les domaines (syndicats, paysans, ouvriers, étudiants, branche pour les femmes, maison d'édition, etc.), en Inde comme à l'étranger sans renier ou modifier ses textes fondateurs.

Le RSS fut interdit deux fois sur le territoire indien. D'abord en 1948, après l'assassinat du Mahatma Gandhi perpétré par un ancien de ses sympathisants, puis en 1975 sous Indira Gandhi pendant une période d'état d'urgence. Les dirigeants décidèrent alors de consolider leurs contacts dans la diaspora en ouvrant des branches à l'étranger. En 1976, des sympathisants au Royaume-Uni fondent la Friends of

India Society International (FISI), dont le but à l'origine est de défendre l'idéologie hindutva. La FISI reste active outre-Manche et en Europe continentale, notamment à Paris.

À titre d'exemple sa politique nataliste est inspirée par le Lebensborn nazi. Le RSS et sa branche médicale Arogya Bharati ont mis en place dans les années 2010 un programme médical spirituel, inspiré de l'ayurvéda, à desti-

que du christianisme, laisse à penser que leur tour viendra.

Ram Madhav, membre du comité exécutif national du RSS (Un « intellectuel » *au sein du RSS*) dit « ... Le RSS est une organisation non gouvernementale indienne travaillant sur des problématiques sociales et culturelles. C'est une très grande organisation qui a 60 000 branches à travers le pays et possède de nombreux centres dans les



nation des couples hindous. Il leur permettrait de donner naissance à des enfants « *parfaits, grands et à la peau claire* » et ayant d'importantes « *capacités mentales* ».

On ne compte plus les pogroms anti-musulmans, ils sont récurrents⁶. Le dénigrement du Bouddhisme ainsi

ville ou les villages indiens. Elle compte entre 6 et 8 millions de membres participant aux différentes activités qu'elle propose. Son influence est très vaste. Les membres du RSS s'engagent par exemple dans de nombreuses activités éducatives. 30 000 écoles primaires et secondaires sont directement administrées par ses

⁵ Parti national-socialiste des travailleurs allemands (en allemand : Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei), souvent nommé simplement « parti national-socialiste » ou « parti nazi »

⁶ Plus de 10 000 personnes ont été tuées depuis 1950. Parmi les plus importants, celui de Babri en 1992 et parmi le plus récent celui de février 2020, à New Delhi. Lors de ce pogrom, les camarades de NTUI ont dû quitter leur travail pour s'interposer entre les pogromistes, largement encadrés et encouragés par la police, et les victimes, toutes musulmanes. En février 2020, 42 personnes ont trouvé la mort et plus de 200 blessées.



membres. Il s'agit d'écoles privées tenues par nos membres (...) Nous mettons également en œuvre 200 000 projets de services pour aider les populations indiennes les plus pauvres que ce soit dans le domaine hospitalier, le domaine de l'aide médicale, ou encore celui du soutien aux agriculteurs. Comme vous pouvez le constater, c'est une ONG qui propose un éventail d'activités très large. ... »

Dans toutes les écoles du pays relevant du RSS la journée démarre systématiquement par une « prière » à la gloire de la nation « *Inde, pays bien-aimé, pour toi nous sacrifierons notre corps et notre esprit.* »

Dans la petite ville de Kalladka, au sud-ouest de l'Inde, le 16 décembre 2020, des dizaines de lycéens se sont élancés contre une grande affiche représentant une mosquée et l'ont

détruite à coups de pied, encouragés par des chants hindous.

Ces élèves rejetaient ainsi la destruction de la mosquée de Babri, menée en 1992 par les hindouistes. Un des épisodes les plus violents de l'histoire contemporaine indienne, à l'origine d'émeutes religieuses.

Un habitant musulman du village précise : « *... Ils ont reproduit l'image de la mosquée pour la faire détruire à nouveau par des enfants. C'est brutal pour nous. Et c'est une honte pour l'humanité. ... Nous voulons être en paix. Mais ils essaient d'instiller cette haine dans la tête de la jeune génération...* »

Voici ce qui est enseigné aux écoliers âgés de 9 ans : « *Partout où va l'Islam, ses pratiquants arrivent avec une épée dans une main et le Coran dans l'autre. Des rivières de sang coulent partout où*

arrive l'Islam. » Ces enfants grandissent en apprenant que les musulmans sont des monstres et que tuer un musulman est un acte nationaliste.

Un autre manuel scolaire des éditions du RSS, destiné aux élèves d'environ 15 ans, fait l'apologie du nazisme, reflet de l'intérêt des nationalistes hindous pour les théories européennes sur la pureté de la race.

L'actuel Premier ministre Modi est le parfait exemple de la puissance et de l'influence du RSS sur la société indienne.

Cet endoctrinement subi par Modi et perpétué maintenant par lui est avoué sans complexe comme si c'était la chose la plus naturelle et normale au monde

La diversité doit plier devant la majorité

La méga diversité de l'Inde ne va pas disparaître. Pourtant, pour le gouvernement nationaliste hindou de Modi et le mouvement nationaliste hindou au sens large, elle doit cesser d'exister. Tout le monde doit accepter la suprématie de la culture hindoue et celle-ci doit désormais pouvoir décider des lois et des politiques sans avoir à prendre en compte les spécificités des minorités. En d'autres termes, l'unité recherchée par le nationalisme hindou vise à faire enfin de l'Inde

l'Hindoustan que les admirateurs indiens du fascisme européen préconisent depuis un siècle.

75 ans après l'indépendance, Salman Rushdie a constaté qu'il ne reste pas grand-chose de l'unité dans la diversité promise ou espérée lors de l'indépendance de l'Inde en 1947. On peut y trouver au contraire l'autoritarisme croissant de l'État, les arrestations inacceptables de personnes qui osent s'élever contre cet autoritarisme, le

fanatisme religieux, la réécriture de l'histoire pour qu'elle corresponde au récit de ceux qui veulent transformer l'Inde en un État majoritairement nationaliste hindou.



Majorité

Démocratiquement exclus

Rushdie n'exagère pas. Dans un entretien entre lui et Amartya Sen, prix Nobel d'économie 1998 et originaire de Calcutta pour le site The Wire, à la mi-janvier 2023, interrogé sur la discrimination croissante à l'encontre des musulmans en Inde,

M. Sen a répondu qu'il s'agissait d'une « *... barbarie absolue et vraiment inacceptable ... J'utilise le terme barbare, car il ne s'agit pas simplement d'une injustice ou d'une erreur. Il s'agit d'une tendance qui insécurise*

complètement la vie des gens et qui restreint la culture de l'Inde. »

Karan Thapar, journaliste, complètera les propos de Sen par une nuance d'appréciation. Selon lui, la nature pluraliste du pays

n'est qu'une illusion : « *Vous dites qu'il est insensé de nier la nature pluraliste de ce pays, mais le BJP au pouvoir semble exclure les musulmans de manière très délibérée. Après les élections de 2014 et de 2019, le parti n'avait pas un seul musulman comme député à la Lok Sabha, et actuellement le BJP n'a pas d'élus musulmans dans les deux chambres du Parlement. Au Gujarat, le BJP n'a pas inscrit un seul musulman sur ses listes électorales depuis 1998, ni pour les élections nationales ni pour les élections d'État - alors que les musulmans représentent neuf pour cent de la population* ».

En Uttar Pradesh également, le BJP n'a pas mis un seul musulman sur ses listes lors des dernières élections d'État.

Le journaliste et chercheur S.N. Sukhla disait en 2019 « *C'est logique (...) Les objectifs et les symboles du BJP sont clairement hindous. Alors vous ne pouvez pas attendre des musulmans qu'ils les propagent* ». Par ailleurs, il ne trouve pas non plus problématique que les 45 millions de musulmans de l'État ne soient pas représentés dans la majorité parlementaire, car « *c'est ainsi que fonctionne la démocratie* ».

Narendra Modi et le BJP mobilisent une majorité démocratique pour

réaliser le programme nationaliste hindou. Le succès de Modi prouve à quel point la démocratie est toujours perméable à l'exclusion et au mépris des droits des minorités ⁷. Le nationalisme hindou et le développement ont toujours fait partie d'un tout pour Modi : la promesse de la grandeur de l'Inde. Le problème est que, selon lui et le BJP, cette grandeur n'est possible que sous une seule identité, à laquelle tout le monde doit se conformer. Cette identité s'oppose à toutes les autres identités qui revendiquent le droit d'être différentes : musulmans, intellectuels, progressistes, anglophones etc.

Terre sainte

L'unité que le mouvement nationaliste hindou veut imposer peut-elle faire de l'Inde un État religieux, semblable à la République chiite d'Iran ou au royaume wahhabite d'Arabie saoudite ? Non, si on connaît un peu l'hindouisme, le nationalisme hindou et l'Inde.

Savarkar ⁸ ne voyait aucun problème pour les bouddhistes, les jaïns, les sikhs ou les adeptes d'autres religions liées à l'Inde. En revanche, le culte obligatoire de la terre et de la culture historique fait, à première vue, des musulmans et des chrétiens des étrangers instantanés et irrémédiables. En réalité, ils deviennent des citoyens de

seconde zone vulnérables d'une nation qui ne cherche à fonder son unité que sur une version romancée de l'histoire qui a précédé l'arrivée des souverains musulmans (moghol) et la colonisation britannique.

La philosophie ou la religion hindoue ne sont pas utiles à l'hindutva ⁹. Tout ce dont ce mouvement a besoin, ce sont quelques symboles de l'hindouisme qui peuvent être mobilisés pour créer des tensions avec les minorités. La vache, le temple d'Ayodhya ¹⁰, la couleur safran, l'hymne officiel de la République, Vande Mataram (celui qui la chante doit pleurer l'Inde comme une mère, mais aussi comme



Prière Hindouiste

Mtop Hycb - stock.adobe.com

⁷ Voir en France les lois sur le séparatisme ou les lois sur l'Immigration.

⁸ Vinayak Damodar Savarkar est un homme politique indien mort en 1966. Il a développé l'idéologie nationaliste qu'il a appelée l'Hindutva.

⁹ Terme utilisé en Inde pour décrire l'idéologie et le mouvement nationaliste hindou.

¹⁰ Dans la ville sainte d'Ayodhya, la mosquée de Babri était située, depuis le 16^e siècle, d'après les hindouistes, sur un site où s'était élevé un temple consacré à Râma. Après de nombreuses bagarres physiques, politiques et judiciaires faisant de très nombreuses victimes, en 2020, Narendra Modi a posé la première pierre d'un nouveau temple à Râma. Cette mosquée, synonyme pour les hindouistes du grand remplacement, fut à l'origine des très nombreux pogroms antimusulmans qui ont eu lieu en 1992 et 2002.



la déesse Lakshmi ou Durga) représentent ces symboles. En outre, le nationalisme hindou absorbe tout ce qui peut être transformé en symbole, du yoga au Mahatma Gandhi, même s'il

a été assassiné par un militant nationaliste hindou du RSS.

Pour les hindouistes, pour être un véritable citoyen de l'Hindoustan, les

gens doivent considérer l'Inde non seulement comme leur patrie, mais aussi comme leur terre sainte.

L'histoire de l'Inde revisitée

Le récit national de l'Inde comme prescrit par le gouvernement nationaliste hindou actuel cherche à créer l'unité nationale et la gloire internationale, mais ne laisse pas de place aux contributions de ceux qui pensent autrement.

Musulmans et chrétiens, communistes et cosmopolites, médias indépendants et mouvements sociaux critiques : tous doivent faire face au pouvoir croissant de Modi, du BJP et de l'ensemble du large spectre du mouvement nationaliste hindou.

Pour que l'histoire de l'Inde devienne celle de l'Hindoustan, les livres d'histoire sont réécrits ¹¹, les villes et les lieux renommés et les dissidents bâillonnés.

Modi et le syndicalisme

Le syndicalisme en Inde relève d'une longue tradition. Le premier syndicat rassemblant des travailleur·euse·s indien·ne·s a été créé en 1920. Le syndicalisme a pris une place essentielle dans les luttes d'indépendance, pour contrer le développement des profits que le Royaume uni faisait sur le dos des indien·ne·s. Recherchant des soutiens dans la communauté internationale, c'est un syndicalisme tôt engagé dans la vie syndicale internationale.

Le syndicalisme indien, culturellement imprégné par le syndicalisme de tradition anglo-saxonne se retrouve proche des partis politiques indiens.

Le syndicalisme indien est très militant avec de "grosses machines", comparé aux autres pays d'Asie.

Malgré cela, les syndicalistes représentent un faible pourcentage des travailleur·euse·s notamment à cause de l'importance du travail non déclaré (travail informel). Les travailleur·euse·s informels sont difficilement pris en compte par les grosses machines syndicales, hormis par NTUI qui est le principal partenaire de la CGT en Inde.

Depuis l'arrivée de Modi au pouvoir, une répression sans précédent s'est abattue sur l'ensemble des organisations, Modi privilégiant toujours les entreprises et les multinationales. La conflictualité a baissé ces deux ou trois dernières années (peu de manif, peu de critiques ...). L'atmosphère nauséabonde indienne, la répression féroce, ont entraîné un changement considérable alors que l'Inde a

connu des grèves intersyndicales et des manifestations géantes par le passé.

La dernière grève importante était celle des agriculteurs, souvent présentée comme une grève des travailleur·euse·s alors qu'il s'agissait d'une grève de tout le secteur agricole, patrons compris, qui était un véritable caillou dans la chaussure de Modi, le mettant en contradiction avec ses propos et actes. Modi est un frein voire un obstacle à l'action syndicale à tous les niveaux, et aux discussions/négociations/actions intersyndicales.

Sa volonté de casser le syndicalisme se retrouve aussi auprès des organisations internationales comme le signale le texte suivant sur l'organisation du L20 en Inde.

¹¹ Journal Libération daté du 7 avril 2023



Présidence indienne du G20 : le gouvernement de Narendra Modi décrié pour avoir refusé la participation des syndicats indépendants

La CSI et les organisations syndicales des 20 économies du G20 ont condamné la décision du gouvernement indien de suspendre, comme il le fait depuis plus de dix ans, la participation des syndicats indépendants à cet événement mondial de la plus haute importance.

Paradoxalement, à l'occasion du G20 de cette année, le gouvernement de Narendra Modi a bel et bien soutenu la participation des syndicats à la solde de son parti.

Depuis la crise financière mondiale de 2008, les syndicats indépendants sont consultés et invités aux sommets des chefs d'État et de gouvernement, aux réunions des ministres du Travail et de l'Emploi (LEMM) aux côtés des organisations patronales, ainsi qu'aux autres réunions du G20. Cette année, la LEMM se tiendra le 21 juillet dans la ville indienne d'Indore et, à ce jour, la CSI n'a toujours pas été invitée à y participer.

La CSI et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) ont créé et convoqué le groupe syndical L20, réunissant les organisations syndicales des pays du G20. Cette année, malgré plusieurs mois de négociations et de propositions de compromis concernant certaines questions mises sur la table par la CSI et les syndicats indiens indépendants, le gouvernement indien a insisté sur le fait que le L20 serait présidé par le syndicat indien des travailleurs Bharatiya Mazdoor Sangh (BMS), une confédération syndicale nationaliste hindoue proche du parti au pouvoir du Premier ministre Modi, qui se présentera aux élections de cette année.

La communauté syndicale mondiale condamne cette ingérence dans les activités des syndicats, qui porte clairement atteinte au principe de la liberté d'association. Une approche similaire a été adoptée pour le C20 de la société civile et le W20 des femmes.

Le comité chargé de coordonner 10 syndicats nationaux indiens, la plateforme des centrales syndicales Platform of Central Trade Union Organisations, a proposé de confier la présidence de cette réunion à l'Indian National Trade Union Congress (INTUC), une organisation affiliée à la CSI. Cette proposition est soutenue par les neuf autres confédérations syndicales, dont la plupart ne sont pas affiliées à la CSI.

La Déclaration du L20 au G20, utilisée par les syndicats pour faire pression sur les gouvernements dans les pays du G20, met en avant les principales revendications suivantes :

- Promouvoir la justice sociale en respectant le droit de s'organiser, en participant à la négociation collective, en offrant une protection sociale et en augmentant le montant des salaires minimums de subsistance.
- Garantir l'accès des pays en développement à des financements dans des conditions de stabilité financière, avec notamment un contrôle des capitaux, un filtrage des investissements et une réglementation financière.
- Réformer et relancer le multilatéralisme, afin d'atteindre les objectifs mondiaux communs, et assurer une cohérence entre le Programme de Doha pour le développement, l'Accord de Paris sur le climat, le Programme 2030 et la Déclaration du centenaire de l'OIT.

Dans la mesure où les autorités indiennes s'opposent à la participation de la CSI et du TUAC à la LEMM de cette année, il appartiendra aux autres gouvernements de soulever ces questions cruciales pour les travailleurs.

¹⁶ C20 : Organisations de la société civile

¹⁷ W20 : Le leadership des femmes, l'esprit d'entreprise, la réduction de la fract. numérique Femmes / Femmes, éducatif et le développement des compétences ...



Le secrétaire général par intérim de la CSI, Luc Triangle, a déclaré : « Cela fait des années maintenant que les pays qui président le G20 reconnaissent la plus grande confédération syndicale indépendante du monde dans son rôle de représentante des travailleurs aux sommets du G20. Ce principe a été respecté, y compris par la Chine et l'Arabie saoudite, deux pays où les syndicats indépendants sont inexistantes. Pourtant, le gouvernement de l'Inde, la plus grande démocratie du monde

qui compte un mouvement syndical indépendant et dynamique, accueillera le pire des G20 jamais organisés en termes de représentation des travailleurs. »

Tandis que le BMS, soutenu par le gouvernement, organisera les événements fantoches du L20, la CSI et le TUAC convoqueront des réunions du L20 en ligne, auxquelles participeront la majorité des membres des syndicats indiens et des autres pays du G20.

La venue du Premier Ministre Indien au défilé du 14 juillet : Tout sauf « Fashion » !

La venue du Premier Ministre indien, Narendra Modi, à l'occasion du défilé du 14 juillet, fait grincer des dents un peu partout en France, voire au-delà.

En effet alors que nous fêtons à cette occasion la République et ses valeurs indissociables que sont la liberté, l'égalité et la fraternité, on ne comprend pas très bien la symbolique d'inviter un chef d'État ultra-nationaliste très éloigné de ces mêmes valeurs et adepte d'un pouvoir autoritaire et sans partage.

En Inde depuis 2014, date de son arrivée au pouvoir, les oppositions sont muselées et de nombreux droits fondamentaux comme ceux des travailleurs sont trop souvent remis en cause voir littéralement ignorés.

Il semblerait par ailleurs que la pandémie de covid-19 ait permis une aggravation des choses.

Dans un rapport publié en avril 2021 par l'association de

racontent des abus physiques et verbaux, des heures supplémentaires forcées, des accidents dus à l'épuisement, un manque de sécurité face au Covid, ou même des violences sexuelles.



Usine de textile

Pour une association de consommateurs comme INDECOSA-CGT qui milite depuis des années à « Éthique sur étiquette » pour une consommation juste et responsable, cette venue un 14 juillet d'un tel despote est un très mauvais signal adressé aux citoyens français et étrangers qui se soucient des conditions de production dégradées en cours dans ce pays.



Usine extérieure de travailleur·euse·s du textile

lutte contre les abus professionnels (Business and Human Right resource center), des travailleuses



La transparence doit être la règle pour tout le monde si nous voulons être crédibles dans notre engagement pour une consommation qui tienne compte des trois piliers du développement durable que sont l'environnement, le social et l'économique.

Emmanuel Macron et l'UE semblent se satisfaire de déclarations enflammées sur les Droits de l'Homme, puis

oublier aussitôt ces mêmes déclarations dès lors qu'il s'agit de faire fonctionner le commerce mondial.

Si Monsieur Modi s'est affiché récemment avec un vêtement à base de plastiques recyclés au nom de la sauvegarde de l'environnement, il serait bien inspiré de s'inquiéter des conditions de travail et environnementales dans lesquels les produits (recyclés ou non) sont élaborés dans son pays avant de venir parader dans le nôtre ou ailleurs...

INDECOSA-CGT

Association de consommateurs agréée nationalement qui s'intéresse aux conditions sociales et environnementales des produits et biens que nous consommons.

Nous agissons dans le cadre de l'intérêt collectif des usagers et consommateurs, dans tous les domaines de la vie courante.

<http://www.indecosa.fr>



Pour INDECOSA-CGT - Arnaud Faucon

Une collaboration de longue date

Déjà en 2021, la CGT et un ensemble d'associations de la société civile s'inquiétaient des relations à minima très cordiales entre le RSS et l'ambassadeur de France en Inde. Comme tout ambassadeur, il doit représenter la France et ne pas s'ingérer dans la politique interne du pays dans lequel il a

déposé ses lettres de créance. Non satisfait de ses rencontres chaleureuses avec le RSS, l'ambassadeur de France a paradé dans un mirage de l'armée indienne qui, dans cette période, bombardait la population civile du Jammu-et-Cachemire. Le prétexte était, pour l'ambassadeur de France, de promouvoir les

technologies militaires françaises. Par le biais d'une députée, une question écrite a été posée au parlement au ministre des Affaires étrangères qui dans sa réponse botte en touche ([Question n°37518 - Assemblée nationale \(assemblee-nationale.fr\)](#)).



15ème législature

Question N° :	De Mme Clémentine Autain (La France insoumise - Seine-Saint-Denis)	Question écrite
Ministère interrogé > Europe et affaires étrangères	Ministère attributaire > Europe et affaires étrangères	
Rubrique > politique extérieure	Tête d'analyse > Inde : quels liens entre le gouvernement et le mouvement RSS ?	Analyse > Inde : quels liens entre le gouvernement et le mouvement RSS ?
Question publiée au JO le : 23/03/2021 Réponse publiée au JO le : 11/05/2021 page : 4082		

Texte de la question

Mme Clémentine Autain interroge M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur les liens entre le gouvernement français et le mouvement RSS, en Inde. Le 9 février 2021, l'ambassadeur de France en Inde Emmanuel Lenan s'est rendu au siège du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) et a rencontré son secrétaire général Bhayyaji Joshi, lors d'une visite plus large à Nagpur. Le RSS est un groupe paramilitaire nationaliste hindou, dont les premiers dirigeants admiraient ouvertement Adolf Hitler et Benito Mussolini, et qui a été accusé à plusieurs reprises d'attiser les haines inter-religieuses et de commettre des actes de violence. Les attaques contre les minorités religieuses et ethniques ont d'ailleurs augmenté sous l'actuel gouvernement de l'Inde, dirigé par le parti Bharatiya Janata (BJP), une émanation du RSS. Mme la députée aimerait savoir quel est le lien du gouvernement français avec le RSS, une organisation qui ne détient pas de fonctions gouvernementales et de mandats électifs. Quel était l'objectif de la réunion du 9 février 2021, et quels ont été les sujets abordés ? Est-il prévu que d'autres rencontres entre des officiels français et des dirigeants du RSS ou toute autre organisation appartenant à la Sangh Parivar (la famille des organisations nationalistes hindoues) soient organisées prochainement ? Enfin, concernant cette visite à Nagpur, elle lui demande si l'ambassadeur de France en Inde a rencontré d'autres organisations de la société civile, syndicats ou mouvements sociaux.



Jean-Yves Le Drian



Clémentine Autain

L'une des principales missions d'un poste diplomatique est d'informer les autorités françaises sur la situation dans son pays de résidence et de la décrypter au mieux pour elles. Cela nécessite d'être en contact avec l'ensemble des mouvements, des sensibilités et des composantes de la société qui font la réalité du pays. Cette mission est particulièrement importante dans un pays comme l'Inde, partenaire stratégique de la France avec lequel nous ne cessons de développer de nouvelles coopérations, en particulier dans le cadre de notre stratégie indopacifique. Le mouvement Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) est une réalité politique en Inde. Il entretient des liens avec des formations politiques qui ont une influence très significative sur le pays. À l'occasion d'un déplacement dans la ville de Nagpur, destiné à faire le point sur la mise en œuvre de projets de mobilité durable financés par l'Agence française de développement (AFD) et à appuyer diverses coopérations industrielles, l'ambassadeur de France en Inde a rencontré le secrétaire général du RSS pour l'entendre sur l'organisation de son mouvement. Le but de cet entretien était essentiellement de comprendre un aspect de la vie politique et sociale de l'Inde. Les entretiens d'un diplomate dans son pays de résidence ne valent pas endossement des positions des interlocuteurs. Récemment, les ambassadeurs d'Allemagne, d'Australie et d'Espagne en Inde ont également rencontré cette personnalité. Il ne peut y avoir aucune ambiguïté s'agissant de la position de la France. Ce contact n'est qu'une rencontre parmi les très nombreux échanges réguliers avec l'ensemble des acteurs qui composent la réalité indienne : les membres de l'opposition, les représentants des organisations de la société civile, les représentants des minorités religieuses ou les médias.



Les meilleurs amis du monde

Macron déroule un tapis rouge à l'extrême droite

Le 7 mai 2017 au soir, Emmanuel Macron, nouvellement élu Président de la République, déclarait dans son discours au Louvre : « Je veux enfin avoir un mot pour ceux qui ont voté aujourd'hui pour madame Le Pen, je ferais tout durant les cinq années qui viennent pour qu'ils n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes. ». Cinq années plus tard, le RN obtiendra plus de 13 millions de voix soit près de

3 millions de plus qu'en 2017.

Nous pourrions parler d'échec lamentable si Macron avait, dans son attitude et dans ses actes, réellement eu la volonté de s'attaquer à la montée de l'extrême droite et à ses causes. Or, non seulement il n'en ait rien, mais bien pire, ces 6 dernières années ont avant tout été marquées par une casse accélérée du monde du travail et de ses droits, et un autoritarisme grandissant.

Un dirigeant aux idées d'extrême droite sur les Champs-Élysées

L'invitation faite à Narendra Modi, Premier Ministre Indien d'extrême droite dure ayant fait ses « classes » politiques au sein du parti nazi RSS, pour le 14 juillet 2023, n'est qu'un élément de plus de la politique de Macron qui fait passer prioritairement les intérêts du patronat, au détriment des droits humains et sociaux, et de la démocratie. Modi, d'extrême droite ? Peu importe, la priorité est de lui vendre nos avions !

Cette invitation pourrait paraître grotesque si depuis son accession au pouvoir, Macron ne cessait de multiplier les ambiguïtés et courtes échelles à l'extrême droite.

En 2018, Macron s'était aventuré à défendre l'hommage à Pétain sous prétexte qu'il n'avait pas seulement été un dirigeant collaborationniste, rhétorique largement usitée à l'extrême droite.

En 2019, Macron décidait de donner un inter

view au journal réactionnaire Valeurs Actuelles pour parler immigration, « laïcité », islam, etc.

En 2020 c'est le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin qui invite Marine Le Pen afin de recueillir son avis sur son projet de loi « contre le séparatisme », puis, en 2021 les 2 mêmes se retrouvent sur un plateau TV lors duquel le ministre annonce à la cheffe du 1er parti d'extrême droite de France qu'il la trouve trop molle sur le sujet de l'immigration.

De plus, certains ministres macronistes ont régulièrement et ouvertement donné des gages à l'extrême droite en évoquant « l'ensauvagement » d'une partie de la société, ou en stigmatisant un pseudo « islamo-gauchisme » notamment à l'Université, ou encore en laissant l'extrême droite multiplier les cas de harcèlement du personnel enseignant et des élu.e.s lors de projets sur les conditions de personnes exilées.

La politique autoritaire et antisociale de Macron

Le durcissement radical de l'attitude de plusieurs membres du gouvernement, et surtout du président Macron, n'est pas une nouveauté dans l'histoire de la Vème République, mais il n'aura jamais caractérisé aussi fortement une action politique.

Si les agissements des gouvernements successifs, y compris celui-ci, ne font pas d'eux des fascistes, il n'en demeure pas moins qu'ils ont contribué à banaliser et systématiser la répression

des manifestations qui perturbaient leurs plans.

La militarisation des « biens nommés » forces de l'ordre (dont le vote massif à l'extrême droite n'est plus à démontrer) entraînant des mutilations, tout comme les stratégies de nassage et de charges gratuites faisant dégénérer des manifestations, se sont développées en parallèle de « réformes » et de lois extrêmement régressives pour notre camp social.

Loi travail, contre la Réforme des retraites, casse de l'assurance chômage, gel des salaires, casse des services publics, de l'hôpital... tout cela constitue des violences sociales qui s'ajoutent aux violences policières.

Concernant la contre-réforme des retraites de 2023, l'utilisation du 49-3 est une véritable atteinte à la démocratie et une preuve supplémentaire de l'autoritarisme macronien dénigrant le rôle de l'Assemblée nationale et niant complètement la volonté d'une population dont personne

L'extrême droite se sent pousser des ailes...

L'augmentation des violences perpétrées par divers groupes fascistes, nationalistes identitaires, royalistes ou néo-nazis est un fait majeur de ces dernières années et qui ne sont que le corollaire de la montée en puissance de l'extrême droite sur le plan électoral : Assassinat de Federico Martin Aramburu l'année dernière par un ancien cadreur du GUD, menaces et incendie criminel au domicile du maire de la ville de Saint Brévin, où un Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) est en construction ou encore les ratonnades perpétrées dans plusieurs villes lors du match France-Maroc pendant la coupe du monde. Ajoutons à cela toutes et tous nos camarades, syndicalistes, militants et militantes du mouvement social, qui se font presque chaque semaine agresser physiquement, dégrader leurs locaux, attaquer leurs piquets de grève, etc. La montée de la peste brune ne devrait plus être à démontrer.

Jamais une présidence n'aura autant permis à l'extrême droite de bomber le torse.

Les syndicats, dans l'unité, doivent tout mettre en œuvre pour lui barrer la route.

Cédric Bottero pour VISA

ne peut ignorer l'opposition massive à cette contre-réforme.

Le pari de Macron de tout faire pour que l'extrême droite se retrouve au second tour face à lui pour être réélu « facilement » a été un jeu dangereux et mortifère. En ne répondant aux questions sociales que par l'autoritarisme, il ouvre la voie au fascisme... comme l'a montré l'arrivée historique de près de 90 député·es d'extrême droite à l'Assemblée nationale en juin 2022.

Face à cela la réponse de l'État et du gouvernement de Macron est plus qu'hypocrite en ne dénonçant l'extrême droite que par un miroir grossier avec « l'extrême gauche ». Il en ressort que le gouvernement est partie prenante, avec certains médias, de la normalisation de l'extrême droite.

Après avoir laissé faire une manifestation de nerfis d'extrême droite à Saint-Brévin à peine un mois après l'incendie au domicile du maire, et après avoir laissé faire une marche de plusieurs centaines de néo-fascistes en plein Paris juste avant la date du 8 mai célébrant la victoire contre les nazis, tout en ayant interdit (ou tenté d'interdire) des manifestations contre la réforme des retraites, on peut légitimement se demander à quel jeu dangereux jouent Macron et son gouvernement !

Qui est VISA ?

VISA est une association intersyndicale composée de plus de 150 structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicales Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT-SO, de la CNT et le syndicat de la Magistrature.

Depuis 1996, VISA recense, analyse et dénonce les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement de Front national, devenu Rassemblement national, sur le terrain social. VISA se veut un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

<http://www.visa-isa.org> – assovisabis@gmail.com –  Association VISA

